

Groupe de travail des référents accessibilité des villes inclusives

**Ateliers techniques participatifs
des 23 et 24 novembre 2015 à Dunkerque
« Informations d'orientation accessibles à tous »**

Atelier 1 : Repérabilité et détectatibilité

Préparation, animation et compte-rendu

Communauté Urbaine de Dunkerque :

- Valérie Schutt

Cerema (CentreEst) :

- Céline Debes

Participants

Bordeaux-métropole :

- Michel Berthoumieu.
- Dominique Cayron.

Communauté Urbaine de Dunkerque :

- Emmanuelle Sename.
- Valérie Schutt : Préparation et animation.

Métropole européenne de Lille :

- Marc Courbot.
- Isabelle Regnier.

Métropole de Lyon

- Christian Minaudier.

Nantes Métropole

- Sylvie Henry.

Ville de Paris :

- Aude Heydacker.

Toulouse Métropole :

- Brigitte Grasset.

Cerema :

- Marion Ailloud (Territoires et ville).
- Céline Debes (Centre Est) : Préparation et animation

1. Compte-rendu des échanges

3 sous-thèmes étaient inscrits à l'ordre du jour de cet atelier traitant des aménagements repérables et détectables par tous : les traversées piétonnes, les séparateurs piétons-cycles et les arrêts de bus. Il n'a malheureusement pas été possible de suivre l'intégralité du programme fixé en raison de la complexité des sujets¹.

Concernant les deux thèmes traités que sont les traversées piétonnes et les séparateurs d'espaces piétons/cycles, n'ont pas été abordées les questions relatives à la localisation des BEV par rapport au front bâti, aux traversées en deux temps ou encore à la pose des potelets au droit des traversées. Ces sujets ont pourtant suscité de nombreux débats et échanges et pourraient faire l'objet d'un autre atelier.

Constat est fait que des aménagements primordiaux pour la circulation de tous tels que les traversées piétonnes peuvent encore susciter de nombreux questionnements au sein des collectivités. Ce travail collectif s'avère ainsi nécessaire pour avancer dans nos réflexions et mutualiser les expérimentations.

Concernant la méthodologie déployée par les collectivités pour expérimenter certains dispositifs ou aménagements, il convient de souligner :

- que le dépôt de dossier de demande de dérogation pour tester de nouveaux matériaux ou dispositifs sur l'espace public est perçu comme une tâche supplémentaire alourdissant les expérimentations et allongeant les délais ;
- que la composition des panels diffère d'une collectivité à l'autre en termes de nombre et de qualification des membres. Il est possible d'associer un éducateur en locomotion au panel pour assurer la légitimité des aménagements et qu'ils ne soient pas trop spécifiques à un individu ou groupe d'individus ;
- qu'une fois l'expérimentation terminée, il s'agit de définir le dispositif retenu et ensuite l'évaluer.

Il est important pour les collectivités de travailler sur la durabilité des aménagements, leur coût et les questions relatives à l'entretien, notamment :

- sur des aménagements de carrefours qui permettent de guider les personnes sans avoir à ajouter des dispositifs tactiles de guidage. Les collectivités ont insisté sur le fait que les dispositifs tactiles de guidage devaient être installés en dernier recours. Il est en effet plus durable et plus universel de travailler sur des améliorations à apporter lors de la conception des carrefours : aménager des traversées plus courtes plutôt que d'envisager la pose de dispositifs tactiles de guidage (nécessité de travailler sur la définition d'une « traversée courte » dont la longueur diffère d'une collectivité à une autre), éviter les traversées en biais, etc.
- sur des aménagements qui soient utiles pour tous : des limites de traversées ont, par exemple, pour bénéfice de canaliser toutes les personnes et pas uniquement les personnes aveugles ou malvoyantes, ce qui donne à l'aménagement une dimension plus universelle et utile pour tous.

Il a été proposé de travailler sur un livrable qui soit « pratico-pratique » avec des propositions concrètes en matière d'aménagement.

Le livrable se concrétise sous forme d'un tableau qui précise pour chaque aménagement les définitions, les obligations réglementaires et les préconisations avec pour chacune d'entre elles les éléments de contexte, les conditions pour que ces préconisations soient efficaces, les avantages et les inconvénients.

Il a été demandé que pour les prochains livrables qui prendraient cette forme, une colonne supplémentaire soit ajoutée avec le coût de l'aménagement, comprenant la mise en œuvre (matière première, temps de pose, nombre d'agents nécessaires ...) et l'entretien.

¹ À retenir pour les organisateurs des prochains ateliers du réseau des villes inclusives : ne pas être trop ambitieux et ne traiter qu'un seul thème à la fois par groupe.